

H



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2015-78**

Séance du 7 décembre 2015 à dix-huit heures trente

L'an deux mille quinze, le sept décembre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents:

MM. Caizergues, Billette, Carbonneill, Joly, Laget, Lenoir, Palau, Perez, Petit, Serra, Weber

Mmes Albigès, Bérard, Castillo, Fraisse, Pervent, Vilaplana

Absents excusés:

Mme Bertin pouvoir à Mme Castillo, Mme Chibani pouvoir à Mme Pervent, M. Hervet pouvoir à M. Billette, Mme Olivier pouvoir à Mme Bérard, Mme Maury pouvoir à Mme Albigès, Mme Vella pouvoir à M. Caizergues

Secrétaire de séance: M. Joly

Nombre de membres en exercice: 23

Présents: 11

Procurations: 6

Absents: 6

Votants: 23

Date de convocation et affichage

4 décembre 2015

Objet: MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE: mise à disposition de moyens, véhicules, locaux: autorisation de signature de convention

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par Décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

A ce titre à compter du 1^{er} janvier 2015 la Métropole de Montpellier est devenue compétente pour exercer en lieu et place des communes, en plus des compétences d'ores et déjà exercées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'ensemble des compétences dévolues aux métropoles et précisées à l'article L 5217-2 du Code général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Dans le cadre de ce transfert de compétences, la commune met à disposition par convention de la Métropole les locaux, matériels et véhicules nécessaires à l'exercice de ces compétences dont la liste sera annexée à ladite convention de mise à disposition.

Les locaux mis à disposition seront utilisés par la Métropole à son usage exclusif pour la réalisation de ses missions de service public.

Il est à ce sujet expressément convenu que tout changement de destination, qui ne serait pas autorisé par la Commune entraînerait la résiliation immédiate de la présente convention.

Le cas échéant, la Métropole remboursera à la Commune les charges de fonctionnement selon les modalités définies dans la convention.

Les principes suivants ont été convenus :

Concernant les véhicules et matériels utilisés à plus de 50% par la Métropole pour l'exercice de la compétence transférée, ces derniers sont transférés en pleine propriété à la Métropole. Cependant certains de ces véhicules et matériels sont nécessaires pour l'exercice en partie de compétences restées communales notamment pour les actions de nettoyage des zones conservées par la commune (feuilles, ...).

En conséquence la Métropole les mettra pour partie à disposition de la commune. La convention fixera les conditions et modalités de cette mise à disposition, notamment les conditions de facturation. La liste des véhicules et matériels concernés sera actée en annexe de la convention de mise à disposition

Concernant les véhicules et matériels utilisés à moins de 50% par la Métropole pour l'exercice de la compétence transférée, ces derniers ne sont pas transférés à la Métropole.

En conséquence la commune les mettra pour partie à disposition de la Métropole. La convention fixera les conditions et modalités de cette mise à disposition, notamment les conditions de facturation. La liste des véhicules et matériels concernés sera actée en annexe de la convention de mise à disposition.

M. le maire donne la parole aux élus qui le souhaitent.

Après discussion et à l'unanimité, le conseil municipal,

- autorise la mise à disposition par la commune de biens, véhicules et matériels à la Métropole et nécessaires à l'exercice de compétences transférées dont la liste sera actée en annexe de la convention de mise à disposition ;
- autorise la mise à disposition partielle par Montpellier Méditerranée Métropole de véhicules et matériels transférés à la Métropole mais nécessaires à la commune pour l'exercice en partie de compétences restées communales,
- autorise M. le maire à signer la convention de mise à disposition ainsi que ses annexes.

Ainsi fait et délibéré
Lavérune le 7 décembre 2015
Roger CAIZERGUES
Maire

